

Unité départementale des Alpes Maritimes et du Var  
244 Avenue de l'Infanterie de Marine  
BP 50520  
83000 Toulon

Toulon, le 29/10/2025

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/04/2025

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

**SEVIA**

580 Montée des Pins  
13340 Rognac

Références : D-UD83-2025-0502  
Code AIOT : 0006400201

#### 1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/04/2025 dans l'établissement SEVIA implanté Gare SNCF accès par le portail situé en face du stade , chemin de l'orée du bois 83660 Carnoules. L'inspection a été annoncée le 28/01/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Lors d'une précédente visite, en 2023, des traces de corrosion avaient été constatées sur les cuves du site, il avait alors été demandé à l'exploitant un diagnostic de la soudure robe/fond de chaque cuve permettant d'évaluer l'intégrité de celles ci et de statuer sur la tenue mécanique des réservoirs, mais également son positionnement vis à vis de l'application éventuelle des articles 4, 6 et 8 de l'arrêté ministériel du 04/10/10 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.

La visite de 2025 fait donc suites aux actions correctives demandées à l'exploitant en 2025 et a également pour objectif de contrôler le bon état des cuves.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SEVIA
- Gare SNCF accès par le portail situé en face du stade , chemin de l'orée du bois 83660 Carnoules
- Code AIOT : 0006400201
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société SEVIA exploite à Carnoules une installation de regroupement et de transit d'huiles minérales usagées. Ce dépôt, constitué de 4 cuves aériennes d'une capacité unitaire de 50 m3, est implanté dans l'enceinte de la gare SNCF de Carnoules.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Equipement des réservoirs	Arrêté Préfectoral du 26/01/1987, article 5	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Dispositions relatives à la prévention des risques liés au vieillissement	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a repeint les cuves et assure un suivi de leur état afin de prévenir les conséquences du vieillissement des cuves.

Concernant les articles 4, 6 et 8 de l'arrêté ministériel du 04/10/10, l'exploitant a apporté les éléments permettant de conclure à la non application de ces articles.

## 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Equipement des réservoirs

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/01/1987, article 5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Equipement des réservoirs
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 15/11/2023</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les canalisations en place dans la cuvette de rétention seront fixes et en acier. L'orifice de chacune d'elles devra être fermé par un obturateur étanche.</p> <p>Les vannes de piètement des réservoirs seront en acier.</p> <p>L'évent de respiration de chaque réservoir aura une section au moins égale à la moitié de celle de la canalisation d'emplissage ou de vidange.</p> <p>Chaque réservoir devra être équipé d'un dispositif permettant de connaître à tout moment le niveau du liquide contenu.</p> <p>Sur chaque réservoir sera peint sa capacité et la nature du produit contenu "huiles minérales usagées".</p> <p>Les tuyauteries flexibles utilisées pour le chargement ou le déchargement des huiles usagées devront être aussi réduites que possible, elles seront conformes à celles prescrites pour les hydrocarbures liquides par le règlement de transport des matières dangereuses.</p> <p>La protection des réservoirs, canalisations et accessoires contre la corrosion externe devra être assurée en permanence.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le jour de l'inspection , l'exploitant a transmis les procès verbaux des mesures d'épaisseurs réalisées en février 2025.</p> <p>Ces mesures ne présentent pas de conclusion quant à l'étanchéité et n'évaluent pas l'intégrité de la cuve . De plus , l'exploitant a indiqué que les relevés d'épaisseur n'étaient pas réalisés aux mêmes endroits sur la cuve d'une mesure à l'autre , ce qui ne permet pas de connaître l'évolution de l'épaisseur de la cuve.</p> <p>L'exploitant a expliqué qu'il était prévu de mettre en place des repères sur les cuves, une fois celles ci entièrement repeintes, afin que les mesures d'épaisseurs soient toujours réalisées aux mêmes endroits.</p> <p>L'intervention des peintres est prévue. Elle débutera le 19/05/2025.</p> <p>Par mail du 13/06/2025, l'exploitant a transmis un rapport de mesure d'épaisseur par ultrason en date du 03/06/2025. Ce rapport conclut que l'intégrité des cuves est satisfaisante et que l'épaisseur des cuve est conforme.</p> <p>Des photos des cuves entièrement repeintes illustrent ce rapport.</p> <p><b>Ces photos ne permettent pas de vérifier que sur chaque réservoir est peint sa capacité et la nature du produit contenu (huiles minérales usagées).</b></p> <p>Dans ce mail du 13/06/2025 , L'exploitant s'engage à réaliser des mesures d'épaisseur de cuve au moins tous les 5ans. Il indique également que les repères de couleur ont été installés sur les cuves. De plus, il est précisé qu'un contrôle visuel mensuel obligatoire des cuves et des canalisations est effectué. Les comptes rendus des mois d'avril et mai 2025 sont joints . Ces contrôles mensuels incluent notamment la vérification des cuves , de la rétention et de l'aire de dépotage.</p>

<p>Des sondes de niveau sont présentes sur chacune des cuves, elles sont reliées au réseau informatique de l'entreprise et permettent de connaître le taux de remplissage des cuves à distance . Par mail du 23/05/2025, l'exploitant a transmis les captures d'écran des informations transmises par les sondes de chacune des cuves .</p> <p>Il s'avère qu'à la date de l'envoi du mail les cuves étaient remplies de la manière suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- cuve 1 = 6% de remplissage ( 2932 L)</li> <li>- cuve 2 = 61% de remplissage ( 30 640 L)</li> <li>- cuve 3 = 10% de remplissage ( 4793 L)</li> <li>- cuve 4 = 1% de remplissage ( 322 L)</li> </ul>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est demandé à l'exploitant de transmettre des photos des cuves repeintes avec les mentions de la capacité et la nature des produits stockés.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

## N° 2 : Dispositions relatives à la prévention des risques liés au vieillissement

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Etat initiale et contrôle des réservoirs</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><b>4-1.</b> Les dispositions du présent article sont applicables aux réservoirs aériens cylindriques verticaux d'une quantité stockée :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- supérieure à 10 m<sup>3</sup> pour les substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 50 ou R. 50/53 ou les mentions de danger H400 ou H410 ; ou</li> <li>- supérieure à 100 m<sup>3</sup> pour les substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 51 ou R. 51/53 ou les mentions de danger H411 ; ou</li> <li>- supérieure à 100 m<sup>3</sup> pour les substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 25, R. 28, R. 40, R. 45, R. 46, R. 60, R. 61, R. 62, R. 63, R. 68 ou les mentions de dangers H301, H300, H351, H350, H340, H341, H360 F, H360D, H361f, H361d, H360 FD, H361fd, H360 Fd ou H360Df.</li> </ul> <p>Sont exclus du champ d'application de cet article :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les réservoirs faisant l'objet d'inspections hors exploitation détaillées en application du point 29-4 de l'article 29 de l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé, et</li> <li>- les réservoirs pour lesquels une défaillance liée au vieillissement n'est pas susceptible de générer un risque environnemental important lorsque l'estimation de l'importance de ce risque environnemental est réalisée selon une méthodologie issue d'un guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement.</li> </ul> <p><b>4-2.</b> L'exploitant réalise un état initial du réservoir à partir du dossier d'origine ou reconstitué du réservoir, de ses caractéristiques de construction (matériau, code ou norme de construction, revêtement éventuel) et de l'historique des interventions réalisées sur le réservoir (contrôle initial, inspections, contrôles non destructifs, maintenances et réparations éventuelles), lorsque ces informations existent.</p> <p>A l'issue de cet état initial, l'exploitant élabore et met en œuvre un programme d'inspection du réservoir.</p>

Pour les réservoirs mis en service avant le 1er janvier 2011 :

- l'état initial est réalisé avant le 31 décembre 2011 ;
- le programme d'inspection est défini avant le 30 juin 2012.

Pour les réservoirs mis en service à compter du 1er janvier 2011, le programme d'inspection est défini au plus tard douze mois après la date de mise en service.

**4-3.** Lorsque l'état initial, le programme d'inspection et le plan d'inspection n'ont pas été établis selon les recommandations d'un des guides professionnels mentionnés à l'article 8, l'exploitant procède :

- à une visite de routine annuelle dont le but est de constater le bon état général du bac et de son environnement ainsi que les signes extérieurs liés aux modes de dégradation possible ;
- à une inspection externe détaillée permettant de s'assurer de l'absence d'anomalie remettant en cause la date prévue pour la prochaine inspection. Cette inspection comprend a minima :
  - une inspection visuelle externe approfondie des éléments constitutifs du réservoir et des accessoires (tuyauterie, évent éventuel, etc.) ;
  - une inspection visuelle de l'assise ;
  - une inspection de la soudure robe fond ;
  - un contrôle de l'épaisseur de la robe, notamment près du fond ;
  - une vérification des déformations géométriques éventuelles du réservoir, et notamment de la verticalité, de la déformation éventuelle de la robe et de la présence d'éventuels tassements ;
  - une inspection des ancrages si le réservoir en est pourvu. Cette inspection est réalisée au moins tous les cinq ans, sauf si une visite de routine réalisée entre-temps a permis d'identifier une anomalie.
- pour les réservoirs de plus de 100 m<sup>3</sup>, à une inspection hors exploitation détaillée du réservoir tous les dix ans comprenant :
  - l'ensemble des points prévus pour l'inspection externe détaillée ;
  - une inspection visuelle interne approfondie du réservoir et des accessoires internes ;
  - des mesures visant à déterminer l'épaisseur restante par rapport à une épaisseur minimale de calcul ou une épaisseur de retrait, conformément, d'une part, à un code adapté et, d'autre part, à la cinétique de corrosion ;
  - un contrôle interne des soudures. Seront a minima vérifiées la soudure robe fond et les soudures du fond situées à proximité immédiate de la robe.

Pour les réservoirs mis en service avant le 1er janvier 2011 :

- la première inspection externe détaillée mentionnée ci-dessus, lorsqu'elle est exigée, est réalisée avant le 31 décembre 2013 ou au plus tard cinq ans après la dernière inspection externe détaillée ;
- la première inspection hors exploitation détaillée mentionnée ci-dessus, lorsqu'elle est exigée, est réalisée avant le 31 décembre 2016 ou au plus tard dix ans après la dernière inspection visuelle interne.

Pour les réservoirs mis en service à compter du 1er janvier 2011 :

- la première inspection externe détaillée mentionnée ci-dessus est réalisée dans un délai de cinq ans après la mise en service ;
- la première inspection hors exploitation détaillée mentionnée ci-dessus est réalisée dans un délai de dix ans après la mise en service.

### **Constats :**

Lors de la précédente inspection , il a été demandé à l'exploitant de se positionner vis à vis de l'application éventuelle des articles 4,6 et 8 de l'arrêté ministériel du 04/10/10. Pour ce faire , il a été demandé à l'exploitant de préciser les mentions de dangers associées aux produits stockés. Le 23/05/2025 l'exploitant a indiqué par mail que l'ensemble des déchets réceptionnés sur le site sont identifiés par le code déchet 130208\* et présentent la mention de danger H411.

Les capacités unitaires des cuves étant inférieure à 100 m<sup>3</sup> ( elles sont de 50 m<sup>3</sup> chacune), les articles 4,6 et 8 de l'arrêté ministériel du 04/10/10 ne s'appliquent pas au site de Carnoules.

**Type de suites proposées :** Sans suite